



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 30/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Sté Méditerranéenne de Nettoyement (MEDITRI)**

Zone Garosud - 351 rue de la Castelle  
BP 25133  
34000 Montpellier

Références : 2025-H2-004

Code AIOT : 0006601121

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement Sté Méditerranéenne de Nettoyement (MEDITRI) implanté ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale rue emile julien, BP 25133 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre d'une action nationale sur le respect des règles de tri.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sté Méditerranéenne de Nettoyement (MEDITRI)

- ZAC GAROSUD - Lieu-dit Combemale rue emile julien, BP 25133 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0006601121
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) exerce une activité de tri et de conditionnement de déchets non dangereux provenant d'activités économiques et des déchets ménagers et assimilés, au sud de la commune de Montpellier. Ces déchets sont constitués essentiellement de papiers, de cartons, de journaux, de plastiques, de bois, de métaux ainsi que des encombrants et de pneumatiques.

Les ordures ménagères brutes, le verre et les déchets dangereux ne sont pas admis sur le site. Les déchets reçus sur site proviennent en majorité du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole (3M).

L'exploitation du site est autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 octobre 1994 dont les prescriptions ont été complétées par les arrêtés préfectoraux n° 2013-I-390 du 21 février 2013 et n°2015-I-058 du 19 janvier 2015.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Conjointe DGCCRF contrats et tri
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. II	Demande d'action corrective	1 mois
4	Entreposage des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV	Demande d'action corrective	1 mois
6	Traçabilité des déchets – Registre sortant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
7	Traçabilité des déchets – Registre entrant	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Tri et collecte 6/8 flux	Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281	Sans objet
3	Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III	Sans objet
5	Attestation de tri	Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-284	Sans objet
8	Gestion de proximité	Code de l'environnement du 31/07/2021, article L541-2-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformités importantes, des améliorations peuvent être apportées au niveau des fiches d'information préalables et de la traçabilité des déchets (annexe VII).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Tri et collecte 6/8 flux

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2025, article L. 543-281
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les producteurs ou détenteurs de déchets trient à la source les déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre entre eux et par rapport aux autres déchets.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du précédent alinéa, les déchets appartenant à la catégorie des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois et de fraction minérale peuvent être conservés ensemble en mélange, pour tout ou partie des flux, dès lors que cela n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue de leur réutilisation, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation conformément à la hiérarchie des modes de traitement, définie à l'article L. 541-1 du présent code. La valorisation des déchets ainsi collectés conjointement présente une efficacité comparable à celle obtenue au moyen d'une collecte séparée de chacun des flux de déchets.</p> <p>Lorsque certains déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre ne sont pas traités sur place, leurs producteurs ou détenteurs organisent leur collecte séparément des autres déchets pour permettre leur tri ultérieur et leur</p>

valorisation. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les déchets en mélange réceptionnés sont triés via la chaîne de tri automatique après un tri préalable au grappin. Suite au tri automatique, certains déchets sont retriés en cabine de tri.</p> <p>L'inspection n'a pas constaté de mélange de déchets sur le site après réception. Les déchets en mélange, présents sur le site, ont été collectés ensemble.</p> <p>L'exploitant a présenté le taux de valorisation des déchets réceptionnés dans l'installation. Le taux est de 54% sur janvier à novembre 2025, sans prendre en compte le tri des bennes de tout venant de déchetterie, pour lesquelles un tri a déjà été réalisé à la déchetterie, sinon celui-ci est de 40%. Il est demandé à l'exploitant de justifier les pourcentages de valorisation obtenus afin de justifier que les déchets réceptionnés en mélange par les producteurs de déchets (hors bennes de tout venant déchetterie) n'affectent pas les capacités de tri.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de trois mois, il est demandé à l'exploitant de justifier les pourcentages de valorisation obtenus afin de justifier que les déchets réceptionnés en mélange par les producteurs de déchets (hors bennes de tout venant déchetterie) n'affectent pas les capacités de tri.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Information préalable à l'admission des déchets en centre de tri**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ;</li> <li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li> <li>- données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ;</li> <li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li> <li>- code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ;</li> <li>- résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle</li> </ul>

<p>est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ;</p> <p>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement, tri.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté les fiches d'information préalable des sociétés MIRAS SAS, BAYLE ETABLISSEMENT, SMN Montpellier Meditri.</p> <p>L'exploitant ne dispose cependant pas de toutes les fiches d'information préalable des apporteurs, notamment de la société MIDI ETANCHEITE.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet la fiche d'information préalable de la société MIDI ETANCHEITE et les actions correctives mises en place afin de disposer de l'ensemble des fiches d'information préalable.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 3 : Procédure d'admission des déchets dans le centre de tri**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ;</li> <li>- réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ;</li> <li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;</li> <li>- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;</li> <li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou</li> <li>- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</li> </ul> <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au</p>

plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.[..]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté la procédure d'admission des déchets, qui reprend les éléments demandés dans l'article ci-dessus. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté la réalisation du contrôle visuel au pont bascule et lors du déchargement et la vérification de l'existence du client dans la base de données.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Entreposage des déchets dans le centre de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13. IV
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réception des déchets dans le centre de tri, transit, regroupement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Entreposage des produits et déchets  Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).
<b>Constats :</b>  L'inspection a constaté que les zones d'entreposage sont distinctes en fonction du type de déchets et la majorité des zones est clairement repérée. Cependant, la zone bois n'était pas clairement identifiée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai d'un mois, l'exploitant identifie clairement la zone bois et s'assure que toutes les zones de stockage sont clairement identifiées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Attestation de tri

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2025, article D.543-284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Tri 6/8 flux (collecte séparée de certains flux de déchets)
<b>Prescription contrôlée :</b>

Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale. Les attestations mentionnées aux deux alinéas précédents peuvent être délivrées par voie électronique.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les attestations de tri pour la société ORIAD et MIDI ETANCHEITE.  
L'exploitant n'a pas pu justifier qu'elles sont disponibles pour l'ensemble des clients via le site internet, cependant le jour de la visite l'exploitant a pu éditer les attestations demandées par l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai d'un mois, l'exploitant doit confirmer que les attestations de tri sont mises à disposition des producteurs de déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Traçabilité des déchets – Registre sortant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets sortants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.

Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date de sortie de l'installation :

- la date de l'expédition du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;

- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;

- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;

- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;

- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;

- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :



<ul style="list-style-type: none"> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> </ul> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> </ul> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le registre des déchets sortants, celui-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté deux annexes VII, liées au transfert de cartons vers l'Espagne pour valorisation. L'exploitant ne dispose pas des annexes VII signées pour l'ensemble des transferts réalisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet les actions mises en œuvre afin de disposer des annexes VII signées pour les transferts transfrontaliers de l'année 2025 et l'ensemble des annexes VII signées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Traçabilité des déchets – Registre entrant**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Registre des déchets entrants

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :

- la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ;

b) Concernant la dénomination, nature et quantité :

- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m<sup>3</sup> ;

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;

d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :

- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :**

L'inspection a consulté le registre des déchets entrants, l'ensemble des éléments demandés par la

réglementation est présent. Cependant, l'immatriculation de certains transporteurs ne sont pas renseignés (Nicollin).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet les éléments justifiant de la présence de la plaque d'immatriculation sur le registre pour l'entreprise SMN du groupe Nicollin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Gestion de proximité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/07/2021, article L541-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Principe de proximité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. [...]
<b>Constats :</b>  En consultant le registre des déchets sortants, l'inspection a constaté que les exutoires des déchets sont situés à proximité, même si la valorisation matière de certains déchets est réalisée en Espagne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite